Jean-Pierre Chevènement

Le candidat du monde du travail

Aujourd'hui la France ne sait plus où elle va : ceux qui travaillent, ceux qui créent la richesse et font la force de notre pays, ne sont plus considérés.
Salariés, artisans et commerçants, fonctionnaires et agents publics, entrepreneurs, tous le constatent : le travail n'est plus valorisé, l'exigence financière à court terme impose partout sa loi. L'économie, la production, l'activité sont pénalisés, car soumis à des taux de rentabilité exorbitants. Des entreprises doivent fermer leurs portes, simplement parce qu'elles ne sont pas assez rentables. Des plans sociaux sont imposés parce que les marchés financiers dictent leur loi et que les fonds de pension anglo-saxons veulent obtenir toujours plus de profit. L'outil industriel est mis à mal par la spéculation. Les délocalisations se poursuivent vers des pays à bas salaire.

L'Etat s'est mis aux abonnés absents. Et le chômage reprend.
Depuis des années, la droite et la gauche établies se succèdent au pouvoir, sans que rien ne change sur l'essentiel. L'une et l'autre nous chantent la romance de la "mondialisation heureuse". C'est l'alternance du pareil au même !

Pour rendre justice au monde du travail, la France doit reprendre confiance en elle-même.
Nous ne sommes pas condamnés à supprimer nos emplois et à remettre en cause notre protection sociale. Dans la guerre économique mondiale, nous avons de grands atouts et d'abord la qualité des femmes et des hommes qui travaillent. Je propose une politique qui favorise l'activité et qui stimule l'investissement et l'emploi. La consommation doit soutenir la croissance. Pour cela il faut revaloriser les bas-salaires en commençant par le SMIC et alléger les charges qui pèsent sur le travail pour ne pas pénaliser nos petites entreprises. L'Etat doit encourager la recherche et l'innovation qui créeront les emplois de demain.

Le Service Public à la française doit être modernisé et non démantelé.
Il faut le défendre à Bruxelles : contre sa mise en pièces par le libéralisme doctrinaire, la France peut mettre en oeuvre des clauses de sauvegarde.
C'est une question de volonté politique.

Une République moderne est une République sociale !
Un bon niveau de protection sociale, la garantie des régimes de retraite par répartition seront permis par la mobilisation de nos capacités de travail et de croissance, et, à plus long terme, par une politique familiale hardie favorisant le renouvellement des générations. A travail égal, salaire égal ! Les femmes doivent pouvoir concilier leur vie professionnelle et leur épanouissement familial et personnel.

Je m'adresse à toutes celles et tous ceux qui vivent de leur travail et construisent la France par leur esprit d'initiative et par leur labeur : unissons-nous pour sortir de l'ornière où nous ont laissé glisser les partis qui se partagent le pouvoir depuis tant d'années. Il est temps de construire, comme après la Libération, une nouvelle alliance entre le monde du travail mobilisé et interessé au développement, des entreprises qui se souviennent qu'elles appartiennent à la "maison France" et un Etat réformé et recentré sur ses tâches : missions régaliennes, cohésion sociale et préparation du long terme.

La justice et l'égalité doivent éclairer notre chemin : ensemble, relevons la République sociale.

Jean-Pierre Chevènement

Pourquoi vous pouvez faire confiance à Jean-Pierre Chevènement

Chirac devait réduire la fracture sociale : elle s'est accrue.
Jospin devait réduire les inégalités sociales : elles augmentent.
Alors pourquoi penser que Jean-Pierre Chevènement respectera, lui, ses engagements ?

► Il est le seul, son parcours le prouve, à pouvoir redresser le cours des choses

Jean-Pierre Chevènement a d'abord une grande expérience gouvernementale, indispensable pour devenir **Président de la République.**

Il a redynamisé la recherche française en 1981-83, relevé l'Ecole publique en 1984, défendu notre industrie et l'indépendance de notre défense. Il a su faire revivre la citoyenneté et l'autorité de la loi au ministère de l'intérieur. Mais il est toujours resté fidèle à ses idées, y compris quand les gouvernements auxquels il participait tournaient le dos à leurs engagements.

► **En 1983,** quand la gauche change de politique économique et ouvre la voie à la "mondialisation libérale", **il préfère quitter le ministère de l'industrie et de la recherche qu'appliquer une politique qui gonfle le chômage** et ignore les exigences du développement technologique et industriel du pays.

► **En 1992,** malgré l'opinion dominante, **il met en garde contre les risques du traité de Maastricht, pour la démocratie, l'emploi, les services publics.**

► **En 2000, il refuse de cautionner un revirement à 180° de la politique gouvernementale en Corse.** Il refuse de céder aux mafieux et à la violence des indépendantistes et d'ouvrir la voie à la fragmentation territoriale du pays.

► **En 2001, il s'oppose à la loi "de modernisation sociale" qui délègue aux juges le soin de valider les plans industriels et les "plans sociaux" ;** il propose de redonner à l'Etat la responsabilité d'intervenir dans les grands dossiers industriels pour défendre l'intérêt national et les droits des salariés.

Oui, vous pouvez faire confiance à Jean-Pierre Chevènement.

La cohérence de son action et de son parcours valent mieux que tous les discours.

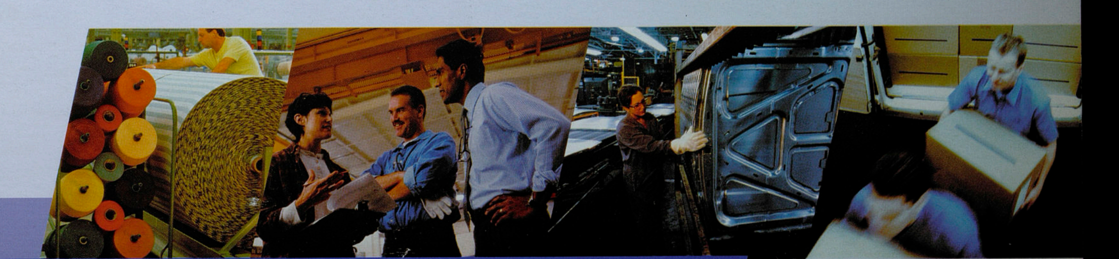
Intègre, droit et exigeant, il ne recherche pas le pouvoir pour le pouvoir. A l'inverse des deux candidats de la cohabitation qui appliquent sur l'essentiel la même politique mais s'envoient des invectives à la figure, Jean-Pierre Chevènement propose un projet : dix orientations fondamentales pour relever la République dont la revalorisation du travail est l'une des principales.

1. **La hausse du SMIC et des bas salaires,** 25% sur cinq ans, sera obtenue par l'allégement des charges sociales pesant sur les salaires. Sans poids supplémentaire pour les entreprises, la feuille de paie sera ainsi améliorée.
2. **Réunir sans tarder une conférence des revenus,** pour relever les bas salaires, examiner les minima par branche et les grilles salariales, créer les conditions du respect du principe "à travail égal, salaire égal" entre les hommes et les femmes.
3. **Retrouver le rôle d'impulsion de l'Etat,** pour revaloriser et préparer le long terme, soutenir le développement technologique, la croissance et l'emploi : politique industrielle, aménagement du territoire, fiscalité, effort massif pour la recherche et l'innovation, aide à la création et à la transmission des entreprises.
4. **Garantir un niveau élevé de protection sociale,** la pérennité des régimes de retraite par répartition, développer la retraite progressive, lier le départ en retraite à la durée d'activité.
5. **Mener une politique familiale active,** pour que les couples puissent concilier leur activité professionnelle et leur vie familiale et personnelle. Mettre un terme à la dévaluation des allocations familiales, augmenter massivement le nombre de places en crèche et de postes d'assistantes maternelles.

Dix propositions
pour revaloriser le travail



6. **Valoriser l'enseignement professionnel,** le travail manuel, la formation permanente et la validation des acquis, bâtir de véritables carrières dans l'entreprise, développer le parrainage pour la transmission des savoirs entre les anciens et les jeunes.
7. **Favoriser le plein accès à la citoyenneté** pour tous les jeunes, en les aidant à trouver un travail, à préparer les concours, en rémunérant les études de ceux, dépourvus d'argent mais non de talent, qui s'engagent à consacrer dix ans d'activité à l'Etat ou au service public.
8. **Mettre fin au démantèlement du droit du travail,** en réhabilitant la loi, le dialogue social, la négociation; protéger nos industries et le monde du travail de la concurrence sauvage.
9. **Préserver et moderniser nos services publics,** et s'opposer, face aux bureaucrates de Bruxelles, à leur mise en cause.
10. **Agir au niveau européen pour une relance économique,** une politique d'argent bon marché, le lancement de programmes de développement technologique et d'investissements en matière de transports, d'environnement, d'aéronautique.



Il bouscule le jeu Chirac-Jospin

Les deux têtes de l'exécutif sont d'accord sur l'essentiel. Acquiescement à une mondialisation libérale incontrôlée, traités de Maastricht et d'Amsterdam, pacte de stabilité budgétaire, démantèlement des services publics et de l'Etat républicain : ils ont mené la même politique. Chirac l'a dit à Jospin : "entre eux, il n'y a pas l'épaisseur d'une virgule". Les revenus du capital financier n'ont cessé d'augmenter au détriment de ceux du travail. L'Etat PS et l'Etat RPR se succèdent ou se partagent le pouvoir ; leurs chefs se livrent des batailles de chiffonniers, mais sur le fond, il faudrait une grosse loupe pour voir des différences. Jean-Pierre Chevènement les déstabilise tous les deux parce qu'il démontre leur collusion sur l'essentiel : tous deux ont mis l'Etat aux abonnés absents. Pour Jean-Pierre Chevènement, servir l'intérêt national et rendre son dû au monde du travail exige d'abord une volonté sans faille au sommet de l'Etat.

► **Sortons de l'alternance du pareil au même ! Soutenons l'homme honnête, courageux, déterminé qui défend à la fois la nation et le monde du travail.**

Le Service Public, c'est l'égalité

Les services publics assurent l'égalité de tous les citoyens devant des services aussi nécessaires que la poste, l'électricité, les télécommunications, les transports en commun. Ils ont obtenu de grands succès, qui ont rejailli sur toute l'économie : les TGV, le téléphone, le nucléaire, la recherche médicale... Les partisans du libéralisme veulent les démanteler. On a vu pourtant le résultat des privatisations en Grande-Bretagne où les chemins de fer et les hôpitaux sont désorganisés, aux Etats-Unis où il y a pénurie d'électricité jusque dans la Silicon Valley !

► **Défendre le service public à la française, c'est possible. La France doit exiger à Bruxelles une clause de sauvegarde et mener la modernisation au service des usagers.**

Renforcer la protection sociale

Pour assurer l'équilibre de la protection sociale, il faut stimuler la croissance et l'emploi. Aider les parents qui le souhaitent à avoir des enfants y contribuera. La privatisation de la Sécurité Sociale ne résoudrait rien, bien au contraire elle laisserait les plus modestes à la merci des aléas de la vie. C'est le rôle de l'Etat de garantir les régimes de protection sociale et de retraites. Il faut pour cela garder le principe de la répartition.

► **L'épargne salariale au service de l'entreprise : oui, les fonds de pensions : non.**

Soutenir l'industrie et la technologie

La recherche et l'innovation feront les emplois de demain. L'effort de recherche doit être porté à 3% du Produit Intérieur Brut (PIB). L'activité et la production doivent être défendus : il n'est pas acceptable que les fonds de pensions anglo-saxons, exigent des taux de rentabilité de 15% quand la croissance n'atteint pas 3%. L'entreprise n'est pas notre adversaire. L'Etat doit au contraire l'aider à privilégier la croissance, l'investissement, l'innovation, le dialogue social et la formation, et à résister à la pression des marchés financiers et aux prédateurs boursiers.

► **C'est la production et la réussite de la "maison France" qui garantiront l'emploi.**

www.chevenement2002.net - 0 821 23 6000 (0,12 €/mn)

Crédit photos : Angeli / Jean-Louis Macault. Stone. Imprimerie REG 70 Rue Ampère 77403 Lagny sur Marne R.C.S Meaux B 318 069 812 Ne pas jeter sur la voie publique

---

CHEVÈNEMENT 2002 - 7, cité Paradis 75010 Paris - Tél : 0 821 23 6000 (0,12 €/mn) - Fax : 01 44 79 66 48 - contact@chevenement2002.net

Nom et Prénom : ....

Adresse : ....

Téléphone : .... Courriel : .... Profession : .... Date de naissance : ....

☐ **Je soutiens la candidature de Jean-Pierre Chevènement à l'élection Présidentielle de 2002** Le : ....

☐ **Je soutiens financièrement cette candidature et joins un chèque de .... €**
à l'ordre de *Jean-Pierre Cossin, mandataire financier de Jean-Pierre Chevènement, Présidentielle 2002* Signature :

☐ *J'autorise que mon nom soit publié* ☐ *Je n'autorise pas que mon nom soit publié*

Ces données restent strictement confidentielles. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant, en écrivant à : Chevènement 2002 - 7, cité Paradis - 75010 Paris.
Conformément à l'article L52-8 du code électoral, votre don vous donne droit à une réduction égale à 50% des sommes versées dans la limite de 6% du revenu net global. Un reçu fiscal vous sera adressé à la fin de la campagne.